

Situation critique à la Centrale nucléaire de Saporijia ?

Par Hugues HENRI

Introduction :

La situation dans la centrale nucléaire de Zaporijia n'évolue pas dans le bon sens, c'est le moins que l'on puisse dire. L'armée russe a bombardé les dernières lignes à haute tension reliant la centrale au réseau ukrainien, dans le contexte de destruction systématique par les Russes des infrastructures énergétiques ukrainiennes après l'attaque ukrainienne qui avait visé et détruit le pont reliant la péninsule de Crimée à la Russie.

Cela s'inscrit dans la volonté russe de raccorder la centrale de Zaporijia aux territoires ukrainiens occupés par la Russie depuis 2014 et a fortiori depuis de 24 février 2022, pour leur fournir l'électricité ainsi qu'à la Crimée. Mais en l'occurrence, la situation dégénère à Zaporijia, car le refroidissement des six réacteurs de la centrale de Zaporijia repose désormais sur l'électricité fournie par les groupes électrogènes de la centrale qui n'ont que huit jours d'autonomie. Ce délai est bien trop court pour permettre aux Russes de raccorder la centrale au réseau russe.

Quoiqu'il en soit, la situation est très dangereuse à Zaporijia et peut déraper sur une catastrophe nucléaire aux conséquences directes incalculables si rien n'est fait au niveau international pour calmer le jeu irresponsable de la Russie, qui continue sa politique impérialiste et négationniste en Ukraine.

Fuites en avant russe

Le directeur de la centrale nucléaire de Zaporijia, située en territoire ukrainien mais occupée par des troupes russes depuis le 04 mars 2022, a été arrêté par une patrouille russe, a déclaré, samedi 1er octobre 2022, l'entreprise publique chargée de l'exploitation du site.

Ihor Mourachov a été interpellé par les forces russes alors qu'il se rendait à Enerhodar, la ville-satellite de la centrale, vendredi vers 16 heures (15 heures, heure française), a précisé le président du groupe, Petro Kotine, dans un communiqué. « Il a été sorti de la voiture, on lui a bandé les yeux et il a été emmené en voiture pour une destination inconnue », a-t-il expliqué sur la messagerie Telegram, ajoutant n'avoir dans l'immédiat aucune information sur son sort.

Cet enlèvement se serait donc produit quelques heures seulement après que Vladimir Poutine, dans ce qui constitue une escalade brutale du conflit déclenché par la Russie, a signé des traités visant à annexer les parties du territoire ukrainien contrôlées par Moscou à la Russie.

Samedi, le ministère des affaires étrangères ukrainien a condamné « dans les termes les plus forts la détention illégale » d'Ihor Mourachov. « Ce crime est un nouvel acte de terrorisme d'Etat de la part de la Russie et représente une grave violation du droit international », a fustigé la diplomatie ukrainienne, qui en appelle une fois encore à la communauté internationale. « Une arrestation qui compromet la sûreté de la centrale »

La plus grande centrale nucléaire d'Europe, une installation actuellement occupée par les troupes russes et située dans une région de l'Ukraine que le président russe a entrepris d'annexer

illégalement, est devenue l'un des enjeux-clés du conflit en Ukraine, Kiev et Moscou s'accusant mutuellement de bombarder le site au risque de déclencher une catastrophe nucléaire.

Ihor Murachov « assume la responsabilité exclusive de la sûreté nucléaire et radioactive » du site et son arrestation « compromet la sûreté des activités de la plus grande centrale nucléaire d'Ukraine et d'Europe », a souligné M. Kotine. Il a appelé les troupes russes à « cesser immédiatement les actes de terrorisme nucléaire visant la direction et le personnel » du site et à relâcher M. Mourachov.

Moscou n'a pas reconnu dans l'immédiat avoir arrêté le directeur de la centrale, selon Associated Press (AP). L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui a du personnel sur le site de la centrale, n'a pas non plus dans l'immédiat confirmé les dires d'Energoatom concernant la capture de M. Mourachov, précise encore AP.

Des techniciens ukrainiens ont continué à faire fonctionner la centrale nucléaire de Zaporijjia après que les troupes russes s'en sont emparées. Le dernier réacteur a été mis à l'arrêt en septembre dans un contexte de bombardements continus près de l'installation.

-La centrale nucléaire ukrainienne de Zaporijjia a été déconnectée du réseau électrique ukrainien

- La centrale nucléaire ukrainienne de Zaporijjia a été déconnectée du réseau électrique après des bombardements russes qui ont endommagé mercredi les dernières lignes à haute tension encore en fonction, ce qui la rend dépendante de ses générateurs diesel, a déclaré jeudi le groupe public Energoatom.
- Selon l'énergéticien public ukrainien, la Russie souhaite désormais raccorder la centrale au réseau des régions ukrainiennes sous occupation russe. "Les deux dernières lignes à haute tension raccordant la centrale nucléaire de Zaporijjia au réseau électrique ukrainien ont été endommagées hier (mercredi-NDLR)", explique Energoatom dans un communiqué diffusé via la messagerie Telegram. "Les vingt groupes électrogènes de secours ont été mis en marche" après l'interruption de l'alimentation de la centrale, à 23h04 (21h04 GMT), est-il précisé dans ce communiqué.
- La centrale dispose de réserves de carburant qui lui permettent de faire fonctionner ces groupes électrogènes de secours pendant 15 jours, a précisé Energoatom. Même si les six réacteurs de la centrale de Zaporijjia sont à l'arrêt, son alimentation en électricité est indispensable pour permettre le fonctionnement de ses systèmes de refroidissement et de sécurité."
- A brève échéance, (les Russes) vont tenter de réparer et de connecter les lignes de communication de la centrale nucléaire de Zaporijjia pour les diriger vers les zones occupées du Donbass et la Crimée", est-il noté dans le communiqué d'Energoatom. La péninsule de Crimée, dans le sud de l'Ukraine, a été annexée par Moscou en 2014 et la région orientale du Donbass, frontalière de la Russie, est considérée comme l'un des principaux objectifs de l'"opération militaire spéciale" lancée par Vladimir Poutine fin février. A Moscou, le secrétaire du Conseil de sécurité russe, Nikolai Patrouchev, proche allié de Vladimir Poutine, a déclaré jeudi que les services russes avaient empêché une "attaque terroriste" contre la centrale de Zaporijjia: "Les forces ukrainiennes continuent de bombarder la centrale de Zaporijjia avec des armes occidentales, ce qui pourrait déclencher une catastrophe mondiale", a-t-il déclaré. La centrale de Zaporijjia, située dans le sud de l'Ukraine, est contrôlée par les forces russes depuis le mois de mars mais des techniciens ukrainiens d'Energoatom continuent d'assurer son fonctionnement.

- Elle a été la cible ces derniers mois de bombardements répétés dont Moscou et Kyiv (Kiev) se sont rejeté la responsabilité, suscitant l'inquiétude de la communauté internationale et de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui plaident pour la mise en place d'une zone démilitarisée dans ses alentours.

L'Agence Internationale de l'Energie Atomique réclame vainement la création d'une zone de sécurité

Les obstacles se sont accumulés jusqu'au dernier moment, mais la mission de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) a finalement réussi à accéder, jeudi 1er septembre, à la centrale nucléaire de Zaporijia, en Ukraine. Cette visite visait à faire un état des lieux du site, occupé par les Russes depuis le 4 mars.

C'est la première fois, en soixante-cinq ans d'histoire de l'AIEA, que des observateurs traversaient une ligne de front afin de procéder à une inspection. Après « quatre à cinq heures » de visite, le chef de l'AIEA, Rafael Grossi, qui conduit la délégation, a déclaré avoir « vu ce qu'il avait besoin de voir », dont « les unités [de réacteurs], le système d'urgence et d'autres pièces, les salles de contrôle », tout en précisant que « le travail ne [faisait] que commencer ». « L'intégrité physique de la centrale a été violée à plusieurs reprises », a-t-il dénoncé une fois revenu en territoire contrôlé par Kiev. « Nous n'avons pas d'éléments pour évaluer cela », mais « c'est quelque chose qui ne peut pas continuer à se produire », a-t-il ajouté.

Dans un rapport très attendu rendu public mardi 6 septembre, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a réclamé la mise en place d'une « zone de sécurité » pour prévenir un accident nucléaire à la centrale ukrainienne de Zaporijia, occupée par les Russes, estimant que « la situation actuelle est intenable ».

« Il est urgent de prendre des mesures provisoires », écrit l'instance onusienne dans ce texte de cinquante-deux pages, préconisant « l'établissement d'une zone de sécurité nucléaire et de protection ».

« Les bombardements sur le site et dans les environs doivent cesser tout de suite pour éviter de provoquer de nouveaux dommages aux installations », insiste l'AIEA, se disant « prête à démarrer les consultations ».

Cinq inspecteurs sur les quatorze que compte la délégation de l'AIEA sont restés sur le site après le départ de M. Grossi, a annoncé Energoatom, la société publique ukrainienne qui gère les centrales nucléaires du pays. Ces experts vont rester jusqu'à « dimanche ou lundi pour continuer l'évaluation » de la situation à la centrale, dont le site a été bombardé à plusieurs reprises depuis un mois, faisant craindre une catastrophe nucléaire.

L'AIEA compte également « établir une présence continue » à la centrale au-delà de cette date, a souligné M. Grossi, sans plus de précision. Kiev accuse Moscou d'y avoir déployé plusieurs centaines de soldats, positionné des pièces d'artillerie et d'y stocker des munitions. La semaine dernière, la centrale avait été brièvement débranchée du réseau électrique pour la première fois de son histoire après l'endommagement de lignes électriques.

L'Ukraine a fait part de son mécontentement après la visite. Dans son message quotidien du soir, Volodymyr Zelensky a reproché à l'AIEA d'avoir occulté la question de la « démilitarisation » du site, que Kiev considère comme la « clé », et dont il avait parlé avec M. Grossi lors de leur rencontre, mardi.

Zaporijia est un avatar dramatique d'une crise mondiale.

Les menaces qui pèsent sur plus grande centrale nucléaire d'Europe doivent nous conduire à en tirer les leçons qui s'imposent et à revoir drastiquement nos politiques énergétiques, exhorte, dans une tribune au « Monde », le physicien Harry Bernas.

La guerre est à Zaporijia, autour et au-dedans de la plus grande centrale nucléaire d'Europe, et ses opérateurs ukrainiens sont sous la férule militaire russe. Les combats compromettent la sûreté des réacteurs, des déchets stockés et des combustibles usagés. Quelles leçons pouvons-nous en tirer ? La première est qu'en matière de nucléaire, la distinction entre sûreté et sécurité, entre accident et intention, perd son sens. Une centrale nucléaire civile n'est pas qu'une source d'énergie.

L'émission d'un nuage radioactif peut venir d'une attaque directe du réacteur, indirecte sur l'alimentation électrique indispensable, ou bien de manœuvres dangereuses d'opérateurs agissant sous la menace. Dans un conflit, la radioactivité constitue une arme à l'égal des armes biologiques ou chimiques, et aussi peu maîtrisée que ces dernières. Sa menace peut devenir un élément majeur de la stratégie tant civile que militaire d'un Etat. Pensons-y avant de proposer des installations nucléaires dans les zones instables de la planète.

La deuxième leçon rappelle le poids de l'histoire. Dans le nucléaire, politique et économie ont toujours dominé la technologie. Ainsi fut imposée partout, dès 1955, la mise en œuvre précoce d'un nucléaire immature. Les défauts structurels et le risque de fusion du cœur des réacteurs à eau légère – les nôtres, conçus à partir d'un moteur de sous-marin – ne sont apparus qu'au fil des incidents ou accidents majeurs. Quant aux combustibles irradiés et aux déchets, on s'abstient de les protéger efficacement depuis soixante-dix ans.

Vers l'inconnu

Troisième leçon : la sûreté nucléaire dépend de la compétence et des initiatives des personnels, à Zaporijia comme ailleurs. En France, ils doivent parer au vieillissement : une grande moitié des réacteurs sont à l'arrêt pour réparation ou contrôle. Or, les compétences et les moyens manquent, dans l'industrie en amont, dans la réparation en aval. Prolonger le fonctionnement des réacteurs à soixante ou quatre-vingts ans est-il, par conséquent, bien raisonnable ? Nous allons vers l'inconnu : jamais, nulle part au monde, un réacteur nucléaire n'a fonctionné plus de cinquante et un ans.

L'Agence internationale de l'énergie vient de prôner le nucléaire pour accroître la sécurité d'approvisionnement énergétique et réduire la production de gaz à effet de serre. Cela ferait peut-être sens dans un monde idéal. Mais son rapport ignore la faisabilité concrète, technique et humaine de ses propositions. Zaporijia est un avatar dramatique d'une crise mondiale.

Angoissés par les conséquences sociales du contexte économique, les dirigeants reviennent au discours des années post-1973. Or, prévenus des échéances énergétiques comme du changement climatique, ils ont laissé filer trente années, sabordé tant les énergies renouvelables que la recherche (y compris celle d'un nucléaire intrinsèquement sûr), favorisé les flux financiers, les démembrements industriels et la perte des compétences. Cette réalité-là domine la situation énergétique et notre avenir industriel.

Zaporijia, la vie sous la menace nucléaire

A quelques dizaines de kilomètres de la centrale nucléaire occupée par les Russes, la ville de 800 000 habitants accueille de nombreux déplacés fuyants les bombardements, et voit aussi partir certains habitants à bout de nerfs.

Dans un petit parc de Zaporijia, ville de 800 000 habitants du sud-est de l'Ukraine, Tatiana Passika, une jeune femme de 34 ans mère de deux garçons, regarde les balançoires qui font valser les enfants. Effet hypnotique, trompeur. Elle est en short et tee-shirt, comme des milliers d'habitants qui tentent de résister à la chaleur en cette fin d'après-midi du lundi 29 août et qui vaquent à leurs occupations, mine de rien, « comme avant-guerre », note un journaliste local.

En essayant de ne pas penser, un instant, au front qui se trouve à 45 km au sud, enflammé par la contre-offensive ukrainienne lancée vers Kherson quelques heures plus tôt. Et à cette centrale nucléaire dont le monde entier parle, à 56 kilomètres à vol d'oiseau vers le sud-ouest.

Assise sur son banc, à deux pas de l'immense avenue Sobornyi, qui traverse la ville sur une dizaine de kilomètres, Tatiana Passika semble apaisée. Elle ne l'est pas. Dès qu'elle ouvre la bouche, la tension éclate, les traits se tirent. Elle sait, pour l'avoir vécu depuis des mois, que sa nuit sera un cauchemar. « Les enfants dorment, moi je n'arrive souvent pas à fermer l'œil avant 4 heures du matin, l'heure à laquelle les tirs de missiles s'arrêtent le plus souvent, après avoir démarré vers minuit. » Quand ils sont lancés, pas tout le temps. Mais l'attente l'affecte.

Et puis il y a maintenant la centrale de Zaporijia, aux mains des forces russes, cette centrale qui serait bombardée, mais par qui ? Russes et Ukrainiens s'en renvoient la responsabilité. Tatiana ne sait plus qui croire. Si ce n'est que les missiles, même s'ils tombent rarement en ville, lui font plus peur que la centrale. « Et, pour être honnête, les autorités ne nous disent pas grand-chose. »

Sur la chaîne Telegram de l'administration militaire de la région, le gouverneur Oleksandr Starukh écrit pourtant presque au même moment que, jusqu'à présent, « le niveau de radiation émis par la centrale est conforme aux normes ». Ce mardi après-midi, la délégation de l'Agence internationale de l'énergie atomique, menée par Rafael Grossi, est censée arriver à Zaporijia, avant de poursuivre – si tout se passe bien – vers la centrale et d'y démarrer son inspection.

De Hiroshima à Zaporijia : le spectre de la menace nucléaire selon Günther Anders

Bruno Villalba, dans sa préface aux « Dix thèses sur Tchernobyl », de Günther Anders

Hiroshima est partout. » Voici les mots qui concluent la première série de thèses de Günther Anders sur la question du nucléaire écrite entre 1958 et 1967. Le 3 juin 1986, soit environ un mois après la catastrophe survenue en Union soviétique, Anders publie dans le *Tageszeitung* ses *Dix thèses sur Tchernobyl* et réitère son avertissement : « *Tchernobyl est partout.*

Le nucléaire, expression du nihilisme contemporain

Aux yeux du philosophe hanté par la question de la technique, la maîtrise de l'atome par l'homme marque un tournant radical. « *Pour lui, cette double explosion atomique sur le sol japonais contre des populations civiles constituent l'événement majeur de l'histoire moderne, car il marque « le premier jour d'une nouvelle ère : le jour à partir duquel l'humanité était devenue capable, de manière irréversible, de s'exterminer elle-même »* », souligne le professeur Bruno Villalba qui a établi la présente édition.

En tant qu'expression du nihilisme contemporain, le nucléaire doit, selon Anders, faire l'objet d'une critique sans concession. Dès lors, il insiste sur l'inanité de la distinction entre le nucléaire civil – soi-disant pacifique – et le nucléaire militaire. Pour lui, le nucléaire abolit une autre distinction, celle entre la guerre et la paix. Renversant la maxime de Clausewitz qui affirmait que « *la guerre n'est rien*

d'autre qu'une continuation des relations politiques faisant intervenir d'autres moyens », Anders écrit : « [L]a paix actuelle est la continuation de la guerre par d'autres moyens. »

L'auteur de *L'obsolescence de l'homme* place sur le même plan les bombardements d'Hiroshima et Nagasaki et la catastrophe de Tchernobyl. Plus encore, il considère que la responsabilité des dirigeants qui développent du nucléaire civil est plus grande que celle du président Truman lorsqu'il ordonna à l'Enola Gay de larguer la bombe H : *« Les partisans de l'énergie nucléaire mais aussi et surtout ceux des usines de retraitement des déchets et des surrégénérateurs ne sont en rien meilleurs que l'a été le président Truman qui a fait bombarder Hiroshima. Ils sont même pires que lui, car les gens en savent aujourd'hui bien plus que la naïf président pouvait en savoir à son époque. »*

Le spectre de la « répétition »

Ce qui angoisse le plus Anders, c'est le spectre de la « répétition ». En revenant sur l'événement fondateur, il insiste sur le fait que Nagasaki est une faute plus grave qu'Hiroshima. Pourquoi ? Parce que cela a été fait en connaissance de causes. Hiroshima avait déjà montré dans toute son horreur qu'il était possible de tuer plus de 100 000 personnes en un instant.

« [L]a seule question politique qui vaille la peine est de savoir « quand » cela se produira à nouveau »

Recommencer trois jours après était donc un acte « maléfique ». Mais surtout, la « répétition » est bien liée au destin du nucléaire. Toute la rhétorique sur les côtés positifs de la dissuasion est à ses yeux un mensonge pur et simple. L'existence même du nucléaire implique la catastrophe. *« [L]a seule question politique qui vaille la peine est de savoir "quand" cela se produira à nouveau », souligne Bruno Villalba.*

Mort en 1992, Anders n'a pu assister à Fukushima ou aux tensions autour de la centrale de Zaporijia cette année dans le cadre de la guerre qui oppose la Russie et l'Ukraine, mais il avait déjà pressenti la possible généralisation de la menace : *« Car par un seul Hiroshima [...] tous les autres lieux de notre bien aimée Terre pourraient devenir conjointement un immense Hiroshima – et même pire. Car ce ne sont pas seulement tous les lieux dans l'espace, mais aussi tous les lieux dans le temps qui peuvent être ainsi touchés et le sont peut-être déjà. [...] Alors nous, les hommes d'aujourd'hui et nos ancêtres, nous n'auront finalement jamais existé. »*

Alors que nous envisageons un plus grand développement du nucléaire dans une logique de décarbonation de l'économie, le penseur autrichien nous oblige donc à nous interroger : en voulant préserver la planète du réchauffement climatique, sommes-nous en train de renforcer notre capacité d'autodestruction ? Et Bruno Villalba de fournir sa propre réponse à cette délicate problématique : *« Désormais, Hiroshima est partout. Plus encore, Nagasaki est partout. Mais c'est aussi Tchernobyl qui est partout et, plus encore, Fukushima qui est partout. Nous vivons à l'époque de Naga-Shima, une période qui attend la prochaine catastrophe militaire et civile. »*

Conclusions

La plus grande centrale nucléaire d'Europe est aux mains des Russes qui s'en sont emparés comme d'un objectif stratégique et militaire de premier ordre, dès le 4 mars 2022, soit un peu plus de 10 jours après le début de l'invasion de l'Ukraine. Nous avons lancé l'alerte dès cette date en anticipant sur les dangers extrêmes constitués par cette main-mise militaire par la Russie de Poutine sur la centrale de Zaporijia.

Nous n'en avons pas prévu toutes les formes que cela prendrait car cela nous était impossible et le pire n'étant pas toujours sûr nous étions loin du compte, bien que les bombardements réguliers de la centrale aient lieu, les protagonistes russes et ukrainiens se rejetant mutuellement la responsabilité de ces tirs. L'enjeu international a cependant très vite été évalué par l'Agence Internationale de l'Energie Atomique dont le directeur Rafael Grossi a tout de suite, en concertation avec le président ukrainien Volodymyr Zelinsky alerté les Nations Unies et exigé une mission d'inspection de la centrale. Après avoir longtemps refusé cette inspection, Poutine l'a concédée en début septembre. La mission d'inspection a eu lieu et les experts ont rendu leur rapport qui fut contredit par les Russes.

L'AIEA demandait expressément la démilitarisation de la centrale destinée à devenir une zone de sécurité garantie par l'ONU, ce dont Poutine ne veut absolument pas entendre parler, car dès le début, il considère la centrale comme butin de guerre et veut la déconnecter du réseau ukrainien pour la raccorder au réseau russe et alimenter les territoires occupés par l'armée russe depuis 2014, soit le Dombass et la Crimée et ceux conquis depuis 2022, soit Marioupol et Kershon.

Cette visée impérialiste de Poutine est actuellement remise en question par les succès des contre-offensives ukrainiennes dans l'Est et le Sud du pays, qui ont considérablement affaibli les positions de l'armée russe et obligé Poutine à déclarer la mobilisation partielle de 350.000 conscrits russes pour renforcer tout le dispositif militaire russe, face à une armée ukrainienne de plus en plus offensive et disposant de plus en plus d'armes lourdes et précises lui permettant de reconquérir des pans importants du territoire national.

La politique aléatoire et très aventureuse de Poutine touche les limites du tolérable pour la Russie et ses corps constitués, armée, classe politique, médias et oligarchie des Oligarques, sans compter les familles des soldats russes sur le front d'Ukraine. La hiérarchie militaire russe se plaint régulièrement des manques de discipline et des désertions de conscrits russes qui ne sont pas motivés et sont très mal équipés car contraints de s'endetter pour acheter à leurs frais gilet pare-balles et vêtements d'hiver.

Tout cela amène la fuite en avant de Poutine qui manque de soutien de ses faux alliés chinois et indiens qui se tiennent en retrait pour observer la suite. Poutine en est réduit à faire appel aux régimes iraniens et nord-coréens pour leur acheter des drones, des missiles et des munitions. Poutine a pris tous les risques d'un joueur de poker menteur et ne peut pas reculer sans se désavouer et risquer de tout perdre et de choir.

Là est le plus grand danger probablement, car Poutine est prêt à tous les chantages et aux dérapages les plus imprévisibles, où les gardes-fous internationaux habituels ne servent à rien, ce qui exclut tout frein réel à la folie de Poutine. La situation à la centrale nucléaire de Zaporijia entre dans cette équation déséquilibrée créée par Poutine, qui parfois donne des gages de responsabilité comme quand il accepte finalement la mission d'inspection de l'AIEA, pour en contester le rapport et faire déconnecter la centrale par des bombardements des dernières lignes haute tension la reliant au réseau ukrainien, dont il détruit systématiquement les infrastructures énergétiques pour geler la population ukrainienne à l'entrée de l'hiver glacial qui s'annonce.

Le risque nucléaire majeur demeure à Zaporijia, car elle n'est plus alimentée désormais par le réseau électrique ukrainien interconnecté avec celui de l'Europe. Les 24 groupes électrogènes de la centrale n'ont qu'un peu plus d'une semaine d'autonomie pour refroidir les combustibles des six réacteurs nucléaires: cela est très largement insuffisant pour que les employés de ROSATOM, géant du nucléaire russe, puissent raccorder la centrale au réseau russe, en installant les lignes d haute tension et les relais nécessaires.

C'est encore une improvisation très risquée de Poutine qui peut s'avérer catastrophique pour la région du Sud de l'Ukraine et bien au-delà car si l'accident nucléaire majeur que l'on peut redouter à Zaporijia venait à se produire, cela risque d'égalier sinon de dépasser largement la « Bombe sale »

dont Poutine accuse l'Ukraine de fomenter l'utilisation secrète pour accuser la Russie de l'avoir utilisée en Ukraine.

De plus, il est absolument exclu qu'EDF continue sa collaboration nucléaire avec ROSATOM. Il est impératif que le gouvernement français cesse toute collaboration nucléaire avec Poutine. Il en va du respect des sanctions internationales décidées aux niveaux de l'ONU et d l'UE.